

Adieu aux armes?

par Marcel Merle

Au début du mois de juillet dernier, le rideau est tombé sur la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacrée au désarmement. On aura entendu de beaux discours, enregistré quelques propositions intéressantes, élaboré un « consensus » aussitôt désavoué par certains pays, adopté des résolutions dépourvues de force obligatoire et, surtout, modifié la composition et les règles de fonctionnement des organismes chargés de continuer à étudier le problème. Puis chacun s'en est retourné à ses arsenaux, à sa balance des comptes, à la sécurité de ses frontières ou de ses approvisionnements, comme si la scène qui s'était jouée à New York pendant plusieurs semaines n'était pas autre chose qu'un entr'acte.

Les optimistes diront sans doute qu'un processus a été engagé; les pessimistes ne verront au mieux dans tout ce branlebas qu'une de ces tentatives d'exorcisme par lesquelles les sociétés en péril tentent de conjurer le mal qui les accable ou, au pire, qu'un hommage rendu par le vice à la vertu. Les réalistes se contenteront d'observer que la collectivité des nations, assemblée dans la plus vaste des organisations internationales, n'est pas encore disposée à dire adieu aux armes.

Mais il ne suffit pas de gémir sur l'aveuglement d'une humanité en proie à un comportement suicidaire. Il faut encore expliquer pourquoi, en la matière plus encore qu'en aucune autre, l'intérêt commun ne parvient pas à prévaloir sur ce que chacun considère comme son intérêt particulier. Si le problème du désarmement se présente comme un cercle vicieux, c'est parce que l'esprit humain, aux prises avec la réalité sociale, se trouve prisonnier d'une double contradiction: celle de la fin et des moyens, celles de la cause et des effets.

De la fin et des moyens

Faut-il désarmer? Faut-il mettre fin à l'accumulation des moyens de destruction et convertir les sommes ainsi dilapidées au financement de l'amélioration du sort de l'humanité?

Posé en ces termes, le problème ne comporte évidemment qu'une seule répon-

se possible pour un esprit raisonnable. Dans leur sécheresse les chiffres sont d'ailleurs plus éloquentes que tous les discours:

Les dépenses militaires mondiales pour 1978 ont été estimées à 400 milliards de dollars, la part des pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie s'élevant à 70 p.cent et celle des pays du Tiers monde, dont la Chine, 18 p.cent. Le plus fort accroissement des dépenses a été enregistré ces dix dernières années dans les pays du Tiers monde — à l'exclusion de la Chine; leur part dans les dépenses totales mondiales est passée de 6 p.cent à 14 p.cent. Par contre, d'après les estimations, les dépenses des deux blocs militaires sont restées sensiblement constantes en valeur réelle, mais la proportion des dépenses mondiales qu'elles représentent a été ramenée de 60 à 70 p.cent. En 1976, le total des dépenses militaires mondiales était estimé à 325 milliards de dollars — c'est-à-dire un chiffre égal aux dépenses mondiales consacrées à la santé et supérieur aux dépenses consacrées à l'éducation. En valeur absolue et à prix constants, les dépenses militaires mondiales se sont accrues de 13 p.cent au cours des dix dernières années et de 77 p.cent depuis vingt ans (Rapport de M. Roper à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, 20 juin 1976).

Si l'on ajoute à ce tableau le fait que le montant des dépenses d'armement représente, annuellement, quatorze fois le

M. Merle est professeur au Département de science politique de l'Université de Paris-I, à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École nationale d'administration. Vice-président de l'Association internationale de science politique, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont La vie internationale, Pacifisme et internationalisme, L'anticolonialisme européen de Las Casas à Karl Marx et Sociologie des relations internationales. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.